



**Établissement public à caractère administratif**

**Siège :**

Office Français de la Biodiversité  
12, Cours Louis Lumière  
94300 Vincennes

**Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :**

Service Commande Publique  
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS  
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

**OBJET DE LA CONSULTATION**

**MAINTENANCE DE LA PLATEFORME QLIK SENSE CLOUD  
APPUI AU DEVELOPPEMENT D'APPLICATIONS ET DE TABLEAUX DE BORD**

**MARCHE A TRANCHES CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT**

Selon les dispositions législatives et réglementaires  
du Code de la commande publique (CCP) du 1<sup>er</sup> avril 2019  
(Articles L.2124-1 et L.2124-2, ainsi que R.2124-1, R.2124-2, R.2164-4 et R.2164-5 et R.2113-4 et  
suivants)

**Marché n° 2025-16**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHE.....	3
1.2 ALLOTISSEMENT DU MARCHE .....	3
1.3 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE .....	3
1.4 FRACTIONNEMENT .....	3
1.5 MODALITES D’AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES .....	3
<b>ARTICLE 2 : DURÉE ET DELAI D’EXECUTION.....</b>	<b>4</b>
2.1 DUREE DU MARCHE.....	4
2.2 PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION DU MARCHE.....	4
<b>ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
4.1 DEMARRAGE DES PRESTATIONS.....	4
4.2 MODALITES D’ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDES .....	5
<b>ARTICLE 5 : FORME ET CONTENU DU PRIX.....</b>	<b>6</b>
5.1 FORME DU PRIX.....	6
5.2 CONTENU DU PRIX .....	6
<b>ARTICLE 6 : EVOLUTION DES PRIX .....</b>	<b>6</b>
6.1 REVISION DES PRIX DES MISSIONS 2A, 2B ET 2C.....	6
6.2 MODALITES DE REVISIONS DES PRIX DES MISSIONS 3A, 3B, 3C ET 4 .....	6
<b>ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....</b>	<b>7</b>
8.1 MODALITES DE PAIEMENT .....	7
8.2 AVANCE .....	7
8.3 ACOMPTES .....	8
8.4 MODALITES DE FACTURATION.....	8
<b>ARTICLE 9 : PENALITES.....</b>	<b>9</b>
9.1 PENALITES POUR RETARD.....	9
9.2 PENALITES POUR INDISPONIBILITES DANS LES MARCHES DE MAINTENANCE .....	9
9.3 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE .....	10
<b>ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>10</b>
10.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	10
10.2 OBLIGATIONS DE L’OFB .....	11
<b>ARTICLE 11 : SOUS TRAITANCE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>12</b>
12.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES .....	12
12.2 MESURES DE SECURITE, DONT SECURITE INFORMATIQUE ET GESTION DES DONNEES.....	13
<b>ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSIION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 : ASSURANCES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 16 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 17 : RESILIATION .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19 : DIFFERENDS.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....</b>	<b>19</b>

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la maintenance de la plateforme QLIK SENSE CLOUD, et l'appui au développement d'applications de tableaux de bord des applications existantes et internes à l'établissement.

Le marché porte sur des prestations de services.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 Allotissement du marché**

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

### **1.3 Procédure et forme du marché**

1.2.1 La procédure de passation est l'appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2164-4 et R.2164-5 du CCP.

1.2.2 Le marché est passé sur le principe d'un marché fractionné à tranches.  
Le marché se décompose en une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme (ci-après désignée TF 1) et composée de sept (7) postes dont six (6) postes à bons de commande ;
- Tranche optionnelle (ci-après désignée TO 1) et composée d'un (1) poste à prix forfaitaire.

1.2.3 Le montant estimatif total du marché est évalué à **597 000 € HT** sur la durée maximale du marché. Le montant maximum du poste à bons de commande est plafonné à **591 000 € HT**.

Conformément aux stipulations de l'article R.2162-14 du CCP, l'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable.

### **1.4 Fractionnement**

L'exécution du marché est fractionnée, selon les dispositions des articles R.2113-4 et suivants du CCP en 2 tranches, définies ci-après.

Seule la première tranche, dénommée TF 1 est ferme et exécutoire, dès la notification du marché.  
La tranche suivante, dénommée TO 1, est une tranche optionnelle dont l'affermissement pourra être notifié par ordre de service, dénommé ordre de service d'affermissement, dans les conditions de l'article 1.5.

### **1.5 Modalités d'affermissement des tranches optionnelles**

La tranche optionnelle (TO 1) peut être affermie par un ordre de service d'affermissement, émise par l'autorité signataire du marché (ou son représentant) au plus tard dans les trois (3) mois avant la fin du dernier mois d'exécution du marché.

Les prix, les délais, les conditions de financement et de règlement seront ceux définis au présent marché.

L'ordre de service d'affermissement sera notifié via le site PLACE.

## **ARTICLE 2 : DURÉE ET DELAI D'EXECUTION**

### **2.1 Durée du marché**

La notification du contrat vaut affermisement de la tranche ferme (TF 1) pour une durée de quarante-huit (48) mois.

La tranche optionnelle (TO 1) débute à la date inscrite dans l'ordre de service d'affermisement pour une durée de vingt (20) jours calendaires maximum.

### **2.2 Prolongation du délai d'exécution du marché**

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-TIC, il dispose, à cet effet, d'un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

## **ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires - BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication ([CCAG-TIC](#)), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- les bons de commande ;
- l'offre technique du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'AE, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-TIC.

## **ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Démarrage des prestations**

Les bons de commande émis indiqueront le délai d'exécution des prestations, et leur date de démarrage si le démarrage n'est pas effectif à la notification du bon de commande.

Les délais contractuels sont indiqués au CCAP, et seront indiqués dans les bons de commande concernant la maintenance évolutive, pour lesquels les délais seront propres à chaque demande d'évolution.

#### **4.2 Modalités d'établissement des bons de commandes**

Les prestations sont ordonnées au titulaire par l'émission de bons de commande, lors de la survenance des besoins. Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché.

Pour la mission 2A, il est prévu l'émission d'un bon de commande à compter du 02/02/2026 pour une durée de douze (12) mois du marché, puis à chaque reconduction. Le prix annuel représente donc une période de douze (12) mois.

Pour les missions 2B et 2C, il est prévu l'émission d'un bon de commande au début de chaque période (durée initiale de douze (12) mois du marché, puis à chaque reconduction). Le prix annuel représente donc une période de douze (12) mois.

S'agissant des prestations par unités d'œuvre<sup>1</sup> (missions 3A, 3B, 3C), un bon de commande sera émis suite à proposition de devis établi par le titulaire à partir d'une demande technique faite par l'OFB. La demande de devis émise par l'OFB catégorisera le besoin « métier ».

Le devis devra alors préciser :

- La référence du marché (2025-16)
- Le nombre de jours UO,
- Une description avec la référence du poste indiqué sur le BPU (Poste, mission, description de la prestation)

Les bons de commande comportent :

- la référence du marché (2025-16) ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- le numéro et la date de la commande ;
- la désignation des fournitures, les quantités commandées et/ou la référence du devis ;
- le ou les prix unitaire(s) correspondant(s) ;
- le montant total de la commande HT et TTC ;
- la TVA, taux et montants ;
- la date de la signature

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique. Le bon de commande transmis par courrier électronique est envoyé sur l'adresse mail dédiée du titulaire. Le titulaire doit en accuser réception par retour de mail dans un délai de deux jours ouvrés ; en l'absence d'AR par retour de mail, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

---

<sup>1</sup> Le prix des prestations à unités d'œuvre est entendu par UO. Pour comparaison, l'échelle retenue pour définir une UO est la journée.

## ARTICLE 5 : FORME ET CONTENU DU PRIX

### 5.1 Forme du prix

Les prix du marché sont forfaitaires pour les postes n°1 et n°8 et unitaires sur les postes à bons de commande n°2 à n°7.

Les prix du marché sont définitifs.

Les prix des missions 2A, 2B et 2C sont révisables à compter de la date anniversaire de notification de la première année d'exécution du marché selon les modalités prévues à l'article 6.1 du présent CCAP.

Les prix des missions 3A, 3B 3C et 4 sont révisable à compter de la date anniversaire de notification de la première année d'exécution du marché selon l'article 6.3 du présent CCAP.

Les prix du marché sont fixés dans l'annexe financière à l'AE.

### 5.2 Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents aux réunions, aux déplacements ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la préparation et à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

## ARTICLE 6 : EVOLUTION DES PRIX

### 6.1 Révision des prix des missions 2A, 2B et 2C

#### 6.1.1 Modalités de révision des prix

**La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire.** Cette demande, sous la forme d'une nouvelle annexe financière, doit parvenir à l'OFB au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de notification du marché, date effective de révision des prix. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit l'ensemble des éléments justifiant de l'augmentation ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. **La demande est à envoyer par courriel** avec accusé de réception au chef de projet désigné par l'OFB, avec en copie l'adresse mail du correspondant administratif : [gestion.dsi@ofb.gouv.fr](mailto:gestion.dsi@ofb.gouv.fr)

#### 6.1.2 Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une augmentation supérieure à 14 % (quatorze pour cent) sur la durée totale du marché pour les missions 2A, 2B et 2C.

### 6.2 Modalités de révisions des prix des missions 3A, 3B, 3C et 4

**La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire.** Cette demande, sous la forme d'une nouvelle annexe financière, doit parvenir à l'OFB au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de notification du marché, date effective de révision des prix. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance. Cette demande est à **envoyer par courriel**

avec **accusé de réception** au chef de projet désigné par l'OFB, avec en copie l'adresse mail du correspondant administratif : [gestion.dsi@ofb.gouv.fr](mailto:gestion.dsi@ofb.gouv.fr)

Chacun des prix des missions 3A, 3B, 3C et 4 est réputé établi sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres.

Le prix est révisable selon la formule suivante :

$$P = P_o * (\text{Syntec } t / \text{Syntec } o)$$

*P* : prix révisé à la date de révision

*P<sub>o</sub>* : prix initial défini dans le marché

Syntec *t* : Valeur de l'indice Syntec au moment de la révision

Syntec *o* : Valeur de l'indice Syntec à la date de référence initiale (date de remise des offres conformément à l'article 10.2.4 du CCAG/TIC)

L'indice applicable est l'indice [Syntec](#)

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de l'OFB d'une révision des prix.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à *P<sub>o</sub>* arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

## **ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES**

Les dispositions du chapitre 5 (articles 29 à 37) du CCAG-TIC sont pleinement applicables.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

### **8.1 Modalités de paiement**

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

En ce qui concerne les missions 2A, 2B et 2C la facturation se fait en terme à échoir.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

### **8.2 Avance**

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire du marché à hauteur de 10%.

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux (2) mois conformément à l'article R.2191-3 du CCP.

Pour sa partie à bons de commandes, l'avance est accordée pour tout bon de commande remplissant les conditions prévues à l'article R.2193-3 (article R.2191-16 du CCP).

Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP et son montant est précisé dans l'AE.

### **8.3 Acomptes**

Des acomptes pourront être versés selon les modalités prévues aux articles aux articles L 2191-4 et R 2191-22 du CCP,

Conformément à l'article R.2191-22 du CCP, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du CCP, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un (1) mois sur demande du titulaire du marché.

Le montant de l'acompte sera proratisé mensuellement selon le montant annuel des prestations forfaitaires annuelles.

S'agissant des autres prestations, l'acompte sera calculé selon l'avancement du projet pour les bons de commande émis portant sur le développement d'évolutions.

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte rendu d'avancement validé par le chef de projet OFB.

### **8.4 Modalités de facturation**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Date de la facture ;
- Numéro de la facture ;
- Numéro du marché (2025-16) ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS ou RIDET) ;
- Numéro d'identification TVA ;
- Identité de l'acheteur (nom et adresse) ;
- N° du bon de commande ou de l'engagement juridique ;
- La désignation et décomptes des produits et services rendus (dénomination respectant la formulation du BPU, quantité, prix unitaires HT) ;
- Somme totale à payer HT et TTC et annotée en lettres pour les factures manuscrites ;
- La TVA, taux et montants ;
- Article du Code Général des Impôts (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;



- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé sur l'AE.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir exclusivement via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB ;
- Le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/ORD/XXXX/XXXXXXXXXX (à demander au chef de projet désigné).
- Le numéro du marché : 2025-16.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro.

## **ARTICLE 9 : PENALITES**

### **9.1 Pénalités pour retard**

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, il pourra être fait application de pénalités pour retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

### **9.2 Pénalités pour indisponibilités dans les marchés de maintenance**

En cas d'indisponibilité définie à l'article 14.2 du CCAG-TIC, et lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après :

- Huit (8) heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;

- Quinze (15) jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Il pourra être fait application de pénalités par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard

### **9.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-TIC et à l'article 12 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0.5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **10.1 Obligations du titulaire**

#### **10.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

#### **10.1.2 Obligation d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à l'OFB toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### 10.1.3 Remplacement des intervenants

Le titulaire du marché présente dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché, le référent et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

En cas de changement de l'interlocuteur référent ou de l'un des membres de l'équipe, un délai de recouvrement minimum de quinze (15) jours ouvrés doit être prévu pour permettre le transfert de connaissances.

En cas de changement de l'un des membres de l'équipe, le titulaire en informe l'OFB par courrier simple ou courriel avec accusé de réception, au minimum quinze (15) jours ouvrés en avance et lui présente le profil du nouvel intervenant.

Le titulaire est tenu de proposer un intervenant disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal à celui remplacé.

En cas de changement de l'interlocuteur désigné, ce dernier avant de mettre fin à ses fonctions, est tenu de proposer un autre interlocuteur disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal au sien. L'OFB dispose d'un délai d'un (1) mois pour accepter le nouvel interlocuteur à compter de la date de réception du courrier. Passé ce délai, le silence du pouvoir adjudicateur vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire s'engage à proposer un nouveau profil à l'acceptation de l'OFB.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'OFB se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe, au terme d'une procédure contradictoire préalable. Le titulaire s'engage à proposer un profil dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

### 10.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification du marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

### ARTICLE 11 : SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP. Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande ([Formulaire DC4](#) ou équivalent) comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute.

## **ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

### **12.1 Obligation de confidentialité et secret des affaires**

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG-TIC, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa prestation ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres de son entreprise ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord express de l'administration. Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite. Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'administration.

Les données que le prestataire et les consultants collectent auprès de l'OFB ou des tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leur prestation sont utilisées dans le seul objectif d'exécuter cette même prestation. Toute utilisation pour une autre finalité est interdite.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'OFB. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

A l'issue de la prestation ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le titulaire devront être retournés à l'OFB. Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'OFB peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une prestation de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'Etat ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect de la clause de confidentialité, du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

## **12.2 Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logistiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire/Les titulaires doit/doivent être informé(s) quinze (15) jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six (6) mois au-delà de la résiliation ou de la

fin du marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données.

#### 12.2.1 Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent marché. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par l'acheteur :

- Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du titulaire : Le titulaire met à disposition de l'administration l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'administration.
- Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi : Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit l'administration de toute difficulté potentielle ou avérée.
- Incident de sécurité : Le titulaire informe sans délai l'administration et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils de l'administration.
- Séparation des données de l'acheteur et des données d'autres clients : Le titulaire conserve et traite les données de l'administration de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'administration suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.
- Modalités d'échanges d'informations : Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'acheteur n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.
- Détection des cyberattaques : le titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée à l'acheteur.
- Obligations pour les titulaires manipulant des informations de l'acheteur sur un SI externe à l'administration : Lorsque le titulaire est amené à manipuler des informations de l'administration sur un SI externe à l'administration, l'administration peut imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI.
- Systèmes d'information hébergeant des données de l'acheteur : Les données numériques que l'administration considérerait comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire, et respectant – dans le cadre d'hébergement de type « informatique en nuage » - les exigences du référentiel SecNumCloud. A défaut de disposer une qualification SecNumCloud du système d'information en nuage, une analyse de risque détaillée de l'écart à ce référentiel sera produite. Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extra-communautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données de l'administration.

Le titulaire garantit l'hébergement des données de l'administration sur le territoire national, sauf accord du HFDS et dérogation dûment motivée et précisée.

A la première demande de l'administration, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation.

En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement l'administration.

- Destruction et restitution des informations collectées par le titulaire : Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières à l'administration. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.
- Etat de l'art et suivi des alertes : Le titulaire garantit à l'administration qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Il doit *a minima* surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques)<sup>2</sup> et mettre en œuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte à l'administration.

La mise en œuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par l'administration qui peut également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.

#### 12.2.2 Mise en œuvre des obligations réglementaires

Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

Le titulaire s'engage à appliquer les règles issues des textes suivants :

- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité comporte les mesures de sécurité minimales que doit prendre un prestataire afin de garantir que son niveau de cybersécurité est conforme à l'état de l'art. Il indique également la documentation à réaliser, la communication à effectuer en cas de problème de sécurité et les conseils techniques attendus de la part du prestataire. Il a été approuvé par l'arrêté publié au journal officiel de la République française [n°223 du 27 septembre 2018](#).
- La politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (PSSIE) définit les principes généraux applicables aux systèmes d'information des différents ministères. L'ANSSI et les FSSI des ministères ont produit une politique permettant d'affiner le niveau de détail et de mieux harmoniser les pratiques de sécurité des ministères. Ce texte est applicable à tout système ministériel non-classifié. Il est demandé au titulaire de se conformer aux règles et recommandations tirées de la PSSIE.

### **ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement général sur la protection des données - RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE<sup>3</sup> est l'OFB et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

---

<sup>2</sup> Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>

<sup>3</sup> Plus d'informations : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0679>

## **ARTICLE 14 : PROTECTION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE – CESSION DE DROITS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES**

Les dispositions du chapitre 7 (articles 43 à 46) du CCAG-TIC sont pleinement applicables.

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur.

Les livrables et documents sont ceux visés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif, et pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour le monde entier :

- son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- son droit d'usage sur les livrables du marché ;
- son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché ;
- le dépôt de marques.

Les livrables du marché pourront être librement réutilisés par l'OFB à toutes fins nécessaires dans le cadre de sa mission de service public, y compris dans le cadre de la transmission à des tiers et/ou partenaires et l'incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.

Le transfert des droits sur lesdits livrables est opéré à compter de l'admission desdits livrables et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, titulaire de tous les droits, actions et privilèges sur lesdits livrables, au même titre que le titulaire du marché.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à des tiers cessionnaires et/ou partenaires et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que



notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;

- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

## **ARTICLE 15 : ASSURANCES**

Le titulaire s'engage à satisfaire à toutes les obligations applicables au présent marché.

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents – de quelque nature que ce soit – aux biens et aux personnes causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 16 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### **ARTICLE 17 : RESILIATION**

Seules les dispositions du chapitre 8 (articles 47 à 54) du CCAG-TIC, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

#### **ARTICLE 18 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 19 : DIFFERENDS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 9 (article 55) du CCAG-TIC, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)<sup>4</sup> :

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques d'achats  
Bâtiment Condorcet – 6 rue Louise WEISS  
Télédoc 353 – 75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite<sup>5</sup> .

---

<sup>4</sup> La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

<sup>5</sup> <https://www.micist.finances.gouv.fr/>

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun  
43, rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

#### **ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC**

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-TIC
2- Durée et délai de l'exécution	13.3
6 – Evolution des prix	47